

## TABLE DES MATIÈRES

Remerciements .....	7
Préface.....	9
Liste des abréviations .....	13
Sommaire .....	15
Introduction générale .....	17

### PREMIÈRE PARTIE L'EXAMEN DU RÉGIME FISCAL SPÉCIAL DES FUSIONS D'ENTREPRISES ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES EN CHINE

#### TITRE I LA NÉCESSITÉ DU RÉGIME FISCAL SPÉCIAL DES FUSIONS D'ENTREPRISES ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES EN CHINE

<b>Chapitre I. Le contexte économique et juridique de l'introduction du régime fiscal spécial des fusions d'entreprises et opérations assimilées en Chine .....</b>	<b>33</b>
Section I. Le cadre économique .....	33
I. L'évolution économique en Chine .....	33
II. Le développement des fusions d'entreprises et opérations assimilées en Chine .....	38
A. Le point de départ : 1984-1987 .....	38
B. La première vague : 1987-1989 .....	39
C. La deuxième vague : 1992-2005 .....	39
D. La troisième vague : de 2005 à nos jours.....	42
Section II. Le cadre de droit fiscal .....	44
I. L'évolution de l'impôt sur le revenu des entreprises (IRE) .....	44
A. La période antérieure à la réforme de 2008.....	44
B. La réforme de 2008 .....	47
1. Le parcours de la réforme de 2008.....	48
2. Le changement essentiel de l'IRE.....	49
II. L'évolution de l'impôt sur les entreprises en restructuration.....	52
A. L'IRE des opérations de restructuration .....	54
1. La circulaire 59 et l'annonce 4.....	54
2. La circulaire 59 complétée par l'annonce 72 en 2013 et la circulaire 116 en 2014 .....	55
3. Une seconde modification importante par la circulaire 109 en 2014.....	56
4. La troisième modification d'importance par l'annonce 48 en 2015.....	57
B. Autres impôts que l'IRE concernant les opérations de restructuration.....	58

<b>Chapitre II. Un régime fiscal favorable à la libéralisation des fusions d'entreprises et opérations assimilées</b> .....	61
Section I. La création et le développement du régime fiscal spécial .....	61
I. Aux États-Unis.....	62
II. En France .....	64
Section II. L'évaluation du régime fiscal spécial pour les fusions d'entreprises et opérations assimilées.....	66
I. La neutralité fiscale et le régime fiscal spécial des fusions d'entreprises et opérations assimilées .....	66
A. La neutralité fiscale.....	66
1. L'égalité devant l'impôt .....	67
2. La légèreté de l'impôt .....	69
B. L'interventionnisme fiscal .....	70
C. L'évaluation de la neutralité fiscale du régime fiscal spécial des fusions d'entreprises et opérations assimilées.....	71
1. Le régime fiscal spécial et l'interventionnisme.....	71
2. La neutralité recherchée par le régime fiscal spécial .....	72
a. L'égalité du régime fiscal spécial des fusions et opérations assimilées .....	72
b. Légèreté du régime fiscal spécial des fusions et opérations assimilées .....	73
II. L'évaluation de l'efficacité économique du régime fiscal spécial.....	73
<b>Conclusion du titre premier</b> .....	75

## TITRE II

### L'ANALYSE DU RÉGIME FISCAL SPÉCIAL CHINOIS ACTUEL

<b>Chapitre I. Le régime fiscal spécial des fusions d'entreprises</b> .....	79
Section I. Les conditions d'application du régime fiscal spécial .....	80
I. Les conditions d'application en droit chinois .....	80
A. Motifs économiques valables .....	80
B. Maintien de l'activité réelle de l'entreprise absorbée.....	81
C. Une soulte ne dépasse pas 15 %.....	82
D. L'obligation de conservation des titres représentatifs des apports .....	84
1. Tous les associés ne sont pas concernés.....	84
2. Les droits de vote ne sont pas exigés.....	85
3. Conséquence du non-respect de l'obligation de conservation .....	85
E. Le caractère facultatif.....	85
II. Les convergences et les divergences avec le droit français .....	86
A. Motif économique valable .....	86
B. Poursuite de l'activité réelle .....	87
C. La soulte autorisée .....	88
D. L'obligation de conservation des titres représentatifs des apports .....	89

Section II. Les conséquences en matière d'impôt sur le revenu des entreprises ....	92
I. Conséquences chez l'entreprise absorbée .....	92
A. Les conséquences en droit chinois .....	92
1. Les plus-values d'apport .....	92
2. Les déficits de l'absorbée .....	93
3. Les avantages fiscaux consentis à l'entreprise absorbée.....	93
4. La conséquence chez les associés .....	94
B. Les divergences essentielles entre les droits chinois et français .....	94
1. L'exonération des plus-values d'apport .....	95
2. Le traitement des déficits .....	95
II. Conséquences chez l'entreprise absorbante .....	96
A. En droit chinois.....	96
1. Le mode de comptabilisation .....	96
2. Les déficits de l'absorbante.....	97
3. Les avantages consentis à l'entreprise absorbante.....	97
B. Les divergences essentielles avec le droit français.....	97
1. Le mode de comptabilisation .....	97
2. Les plus-values dégagées des immobilisations non amortissables.....	98
3. Plus-values dégagées des immobilisations amortissables.....	100
4. Le traitement des déficits de la société absorbante .....	100
<b>Chapitre II. Le régime fiscal spécial des opérations assimilées .....</b>	<b>101</b>
Section I. Les opérations d'acquisition d'actif, d'acquisition d'actions et d'apport partiel d'actif .....	101
I. Les acquisitions d'actifs et l'apport partiel d'actif portant sur une branche complète d'activité.....	102
A. Les conditions supplémentaires.....	102
1. Les conditions supplémentaires pour l'acquisition d'actif .....	102
2. Les conditions supplémentaires pour l'apport partiel d'actif portant sur une branche complète d'activité .....	103
B. Les conséquences en matière d'impôt sur le revenu des entreprises.....	104
1. L'acquisition d'actif .....	104
2. L'apport partiel d'actif .....	105
II. L'acquisition d'actions et l'apport partiel d'actif portant sur les éléments assimilés .....	106
A. Les conditions supplémentaires.....	106
1. La condition supplémentaire pour l'acquisition d'actions.....	106
2. Les conditions supplémentaires pour l'apport partiel d'actif portant sur les éléments assimilés .....	109
B. Les conséquences en matière d'impôt sur le revenu des entreprises.....	109
1. L'acquisition d'actions .....	109
2. L'apport partiel d'actif portant sur les éléments assimilés.....	110

Section II. Le régime fiscal spécial des scissions.....	110
I. En droit chinois .....	112
A. Les conditions d'application du régime fiscal spécial .....	112
1. La répartition proportionnelle des titres représentatifs de l'apport .....	112
2. Poursuite de l'activité réelle.....	114
B. Les conséquences en matière d'impôt sur le revenu des entreprises.....	114
1. L'entreprise scindée .....	114
2. L'entreprise bénéficiaire des apports.....	115
3. Les associés de l'entreprise scindée.....	115
II. Comparaison avec la scission en droit français .....	115
A. Les conditions d'application.....	115
1. Les conditions d'application pour une scission en droit français.....	115
2. Les conditions d'application pour une scission partielle en droit français .....	116
B. Les conséquences en matière d'IS.....	118
1. Les conséquences en matière d'IS d'une scission .....	118
2. Les conséquences en matière d'IS d'une scission partielle .....	118
<b>Conclusion du titre second .....</b>	<b>119</b>
<b>Conclusion de la première partie.....</b>	<b>121</b>

## SECONDE PARTIE L'AMÉLIORATION DU RÉGIME FISCAL SPÉCIAL

### TITRE I LES INCONVÉNIENTS DU RÉGIME FISCAL SPÉCIAL ACTUEL TRANSPOSÉ DU DROIT AMÉRICAIN

<b>Chapitre I. Les éléments problématiques issus du régime fiscal spécial américain.....</b>	<b>127</b>
Section I. Le <i>continuity of interest</i> .....	128
I. Nature de l'intérêt exigé (test qualitatif) .....	129
II. Montant de l'intérêt exigé (test quantitatif) .....	131
III. Durée requise de conservation des intérêts (test de durée) .....	132
A. Avant 1998.....	132
B. Après 1998.....	134
Section II. Le <i>continuity of business enterprise</i> .....	136
Section III. La <i>Step-Transaction Doctrine</i> .....	140
I. L'application de la <i>step-transaction doctrine</i> dans le régime fiscal spécial de restructuration d'entreprises.....	140
II. Trois tests pour l'application de la <i>step-transaction doctrine</i> .....	141

<b>Chapitre I. Les inconvénients de l'application du régime fiscal spécial américain pour le droit chinois</b> .....	143
Section I. Les inconvénients résultant de règles insuffisamment claires .....	144
I. Les problèmes relatifs au <i>continuity of interest</i> .....	144
A. Le problème de définition de l'associé majoritaire .....	144
1. La définition de l'associé majoritaire.....	144
2. L'incohérence entre la définition de l'associé majoritaire et l'exigence d'un pourcentage en contrepartie de l'apport.....	145
B. L'ambivalence de la notion de « <i>Kong Gu Qi Ye</i> ».....	145
C. La transmission des dettes de l'entreprise cible à l'entreprise bénéficiaire équivaut-elle au versement d'une soulte? .....	146
II. Les problèmes concernant le <i>continuity of business enterprise</i> .....	147
A. L'absence de définition de l'ancienne activité réelle.....	147
1. L'ancienne activité .....	147
2. L'activité réelle.....	148
B. Dans quelle mesure peut-on considérer qu'il s'agit d'un changement d'activité? .....	148
C. Les contraintes liées à la durée de maintien de l'activité transférée .....	148
III. Le problème particulier lié à l'acquisition d'actions .....	150
IV. Le problème particulier relatif à l'acquisition d'actif .....	150
Section II. Les inconvénients résultant de deux articles fondés respectivement sur les motifs économiques valables et la <i>step-transaction doctrine</i> .....	151
I. L'incertitude provenant des motifs économiques valables .....	151
A. L'incertitude dans l'appréciation du motif économique valable .....	152
B. L'incertitude aggravée par la fréquence de l'utilisation de la clause des motifs économiques valables.....	153
C. La charge de la preuve supportée par les contribuables .....	153
II. L'insécurité venant de la <i>step-transaction doctrine</i> .....	154
A. Les inconvénients produits par le délai d'application de la <i>step-transaction doctrine</i> .....	154
B. Les inconvénients produits par l'incertitude de la <i>step-transaction doctrine</i> .....	155
Section III. Les inconvénients résultant du pouvoir discrétionnaire de l'administration fiscale et du faible rôle joué par la justice .....	156
I. Un pouvoir judiciaire relativement faible face à une administration fiscale puissante.....	157
A. Le rôle important des règlements et des doctrines administratives dans la pratique.....	157
B. L'absence de l'indépendance de la juridiction.....	158
C. L'absence des acteurs spécialisés en matière de contentieux fiscal .....	159
II. La situation des contentieux fiscaux en première instance .....	160
A. Un faible taux de recours de contentieux fiscaux devant les juridictions.....	161
B. Un fort pourcentage de désistement .....	161

C. Un important pourcentage de jugements de première instance défavorables aux contribuables .....	162
<b>Conclusion du titre premier .....</b>	<b>163</b>

**TITRE SECOND**  
**LES PISTES D'AMÉLIORATION DU RÉGIME FISCAL SPÉCIAL CHINOIS À L'EXEMPLE DU DROIT FRANÇAIS**

<b>Chapitre I. Les mesures destinées à l'amélioration de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales .....</b>	<b>167</b>
Section I. Les mesures destinées à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales en droit français.....	167
I. Le <i>continuity of interest</i> et le <i>continuity of business enterprise</i> en droit français.....	167
A. Interrogation sur l'existence dans le régime fiscal spécial français des notions le « <i>continuity of interest</i> » et le « <i>continuity of business enterprise</i> »? .....	167
1. L'exigence de continuité dans les opérations de fusion .....	168
2. L'exigence de continuité dans les opérations d'apport partiel d'actif et de scission.....	168
B. La qualité du <i>continuity of interest</i> et le <i>continuity of business enterprise</i> en droit français .....	169
1. L'efficacité pour la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales .....	170
a. Le niveau de continuité est élevé .....	170
b. Les règles sont détaillées et opérationnelles.....	171
2. L'assouplissement de certaines conditions du régime fiscal spécial et l'apport d'une certaine sécurité au contribuable par la procédure d'agrément .....	171
3. La limitation de l'impact du non-respect de l'engagement de conservation des titres par les associés de la société scindée .....	172
II. Les motifs économiques.....	173
A. Le champ limité d'application des motifs économiques .....	173
B. La sécurité du contribuable assurée en cas de délivrance de l'agrément .....	174
C. Les conditions de la réalisation d'une restructuration pour des motifs économiques valables?.....	174
III. L'abus de droit.....	175
A. Perspective historique.....	176
B. La sanction de l'abus de droit.....	177
C. Les garanties accordées au contribuable au moment de la répression de l'abus de droit .....	178
D. L'abus de droit et la restructuration d'entreprises .....	179

Section II. L'amélioration des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales en droit chinois .....	180
I. L'amélioration des mesures anti-abus fondées sur le <i>continuity of interest et le continuity of business enterprise</i> .....	180
A. La définition des anciens associés majoritaires .....	180
B. La modification de la notion « <i>Kong Gu Qi Ye</i> » .....	182
C. La transmission des dettes de l'entreprise apporteuse à l'entreprise bénéficiaire n'équivaut pas au versement d'une soulte .....	183
D. L'amélioration de l'article 5-(3) de la circulaire 59 .....	184
1. Une restriction du champ d'application de l'article 5-(3) de la circulaire 59 .....	184
2. L'augmentation de la durée de poursuite de l'activité .....	185
3. Le remplacement du critère de l'ancienne activité réelle par le critère d'activité à l'origine des déficits .....	185
4. La précision du critère de « changement » d'activité .....	187
E. La précision de la portée des déficits transférables .....	189
F. L'autorisation du transfert des déficits dans une acquisition d'actif .....	189
G. Le perfectionnement de la définition d'acquisition d'actif .....	190
H. L'assouplissement de la condition d'application du régime fiscal spécial en matière d'acquisition d'actions .....	191
I. Précision sur la conséquence de restructurations successives placées sous le régime fiscal spécial .....	192
II. L'introduction de la théorie de l'abus de droit .....	193
<b>Chapitre II. Les mesures permettant une meilleure sécurité fiscale</b> .....	197
Section I. L'élimination de la conséquence d'une rupture de conservation des titres reçus en contrepartie de l'apport .....	198
I. Le mécanisme de l'élimination de la conséquence d'une rupture de conservation des titres .....	200
II. L'introduction du mécanisme d'amende pour éliminer la conséquence d'une rupture de conservation des titres .....	201
A. Le champ d'application du mécanisme d'amende .....	202
B. L'application du mécanisme d'amende pour éliminer la conséquence radicale en cas de non-respect de l'obligation de conservation des titres .....	202
Section II. L'instauration du rescrit fiscal dans le cadre du régime fiscal spécial ...	204
I. Les rescrits fiscaux en France .....	204
II. La nécessité d'instaurer un rescrit fiscal pour le régime fiscal spécial chinois .....	205
III. La possibilité d'instaurer le rescrit fiscal dans le cadre du régime fiscal spécial chinois .....	207
IV. Les pistes envisageables pour la mise en place du rescrit dans le cadre du régime fiscal spécial chinois .....	209

Section III. La constitution du comité de l'abus de droit.....	212
I. La procédure devant le comité de l'abus de droit en droit français .....	212
A. L'historique de la naissance du comité de l'abus de droit en droit français .....	212
B. L'existence du comité de l'abus de droit – une garantie pour les contribuables ?.....	214
II. Les modalités d'introduction du comité de l'abus de droit en droit chinois.....	215
A. La composition du comité .....	215
B. La procédure de saisine devant le comité.....	217
III. Le rôle du comité .....	218
<b>Conclusion du titre second .....</b>	<b>219</b>
<b>Conclusion de la seconde partie.....</b>	<b>221</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>223</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>229</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>267</b>
<b>Index alphabétique.....</b>	<b>325</b>